

Le pouvoir aux travailleurs

08 janvier 2005

N° 111

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
-A LA BARBARIE ETHNISTE, OPPOSER LA SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS ET DES PAUVRES.....	1 - 4
-RAPPORT DE L'ONU DES MASSACRES COMMIS DANS CE PAYS ENTRE SEPTEMBRE 2002 ET OCTOBRE 2004.....	5 - 6
-RÉCONCILIÉS OU PAS PAR THABO MBEKI, LES CRIMINELS RESTERONT DES CRIMINELS.....	6 - 7
-LES MILICES SONT LOIN D'AVOIR DISPARU MÊME APRES CE SEMBLANT D'ACCALMIE.....	8
-ATTAQUE DU VILLAGE DE SIEGOUKOU: CONSÉQUENCES DE LA HAINE ETHNIQUE PROPAGÉE.....	9
-LA DÉMONÉTISATION : DES AFFAIRES EN OR POUR LES MAGOUILLEURS!.....	9 - 10
-AFFRONTMENT ÉVITÉ DE JUSTESSE ENTRE POLICIERS ET GENDARMES.....	10
-VIOLENCES CONJUGALES : UN REFLET HIDEUX DE LA SOCIÉTÉ INÉGALITAIRE.....	11
-DES PATRONS RACKETEURS.....	11
-DIFFICILE FÊTE DE FIN D'ANNÉE POUR LES TRAVAILLEURS..	13
-AGGRAVATION DU CHÔMAGE, DE LA MISÈRE ET DE L'EXPLOITATION POUR LES TRAVAILLEURS.....	13 - 14

STATE OF NEW YORK

IN SENATE

JANUARY 1900

REPORT OF THE COMMISSIONERS OF THE LAND OFFICE

FOR THE YEAR ENDING DECEMBER 31, 1899

ALBANY:

ANDREW DEWEY, COMMISSIONER OF THE LAND OFFICE

ALBANY: JAMES BROWN, PRINTING OFFICE

1900

ALBANY: JAMES BROWN, PRINTING OFFICE

ALBANY: JAMES BROWN, PRINTING OFFICE

ALBANY: JAMES BROWN, PRINTING OFFICE

ALBANY: JAMES BROWN, PRINTING OFFICE

ALBANY: JAMES BROWN, PRINTING OFFICE

ALBANY: JAMES BROWN, PRINTING OFFICE

ALBANY: JAMES BROWN, PRINTING OFFICE

ALBANY: JAMES BROWN, PRINTING OFFICE

ALBANY: JAMES BROWN, PRINTING OFFICE

**A LA BARBARIE ETHNISTE, OPPOSER LA SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS
ET DES PAUVRES AUTOUR DE LEUR EXIGENCE D'UNE VIE MEILLEURE**

Le vote du Parlement sur la suppression de l'article 35, concernant les conditions de candidature à l'élection présidentielle, ne concerne en fait que les clans politiques au pouvoir ainsi que les relations de Gbagbo avec Chirac. Les discussions qu'il entraîne débordent pourtant largement les milieux dirigeants, alimentant le déferlement des arguments ethnistes y compris dans les milieux populaires. Ceux qui reprennent à leur compte la démagogie ethniste du pouvoir disent que si l'on supprime cet article de la Constitution, ce sera la porte ouverte à tous ceux qui "même étrangers, par exemple un Libanais ou un Français" voudront diriger la Côte d'Ivoire. Même une partie de ceux qui soutiennent Gbagbo lui reprochent d'avoir cédé en faisant voter par le parlement la suppression de cet article. Heureusement, disent-ils, qu'il y a encore le référendum prévu pour que la population puisse faire barrage en votant non à la modification.

Les partisans de Ouattara pensent le contraire. Ils disent que tant que cet article ne sera pas supprimé, une personne originaire du Nord ne pourra jamais accéder à la présidence de la République car, les ethnies du Nord étant à cheval sur plusieurs pays, tout le monde a des parents soit au Burkina, soit au Mali, au Niger ou ailleurs. Et le sentiment général, légitime, des ressortissants du Nord, c'est que par-delà Ouattara ce sont eux qui sont visés par tous ceux qui défendent la thèse de l'ivoirité et justifieront le maintien de l'article 35.

L'intervention de l'armée française au mois de novembre 2004 a encore exacerbé les clivages. Les dirigeants français ont pourtant affirmé à l'époque, cyniquement, que leur intervention visait non seulement à défendre les Français présents dans le pays mais aussi à empêcher que le pays ne sombre dans une guerre civile ethnique. C'était de toute façon un mensonge : l'armée française se désintéresse totalement de ce qui arrive à la population ivoirienne. Elle est intervenue pour défendre les intérêts économiques des groupes capitalistes français en Côte-d'Ivoire et, accessoirement, ceux, cadres de grandes sociétés, possédants grands et petits ou affairistes en tout genre, qui profitent de la mainmise de la France sur le pays.

On constate aujourd'hui, deux mois après la sanglante intervention des troupes françaises, que celle-ci n'a ni atténué ni fait passer à l'arrière-plan la montée de l'ethnisme. Elle lui a plutôt donné de nouveaux arguments. Les partisans de Gbagbo ont trouvé dans l'intervention de l'armée française la preuve que la France en veut à Gbagbo parce que celui-ci mène une politique plus indépendante et que, du coup, les "Forces nouvelles" et, par extension, ceux qui sont originaires du Nord, se comportent comme des alliés de la politique anti-ivoirienne de Paris. L'attitude des dirigeants des "Forces nouvelles" contribue, de son côté, à accréditer l'idée que la présence française est une protection pour les populations originaires du Nord.

Mais Gbagbo ne combat pas la mainmise de la France sur le pays. Il veut seulement être reconnu et soutenu pleinement par le gouvernement français comme l'ont été ses prédécesseurs, Houphouët-Boigny et Bédié.

Quant à ceux, originaires du Nord, qui voient dans la présence française une protection, ils se préparent à bien des désillusions. Comment espérer que cette armée

française, artisan dans le passé de la conquête coloniale et des massacres qui l'ont accompagnée, bras armé des colons pendant des décennies, puis protectrice de la dictature de Houphouët-Boigny, puisse devenir d'un seul coup protectrice des classes populaires qu'elle a tant contribué à juguler ?

On peut tourner la question comme on veut, le seul avenir acceptable du point de vue des exploités et des pauvres de ce pays est de s'opposer de toutes leurs forces au déferlement ethniste provoqué d'en haut et qui empoisonne surtout la vie des classes populaires.

Dans combien de cours, dans les quartiers populaires, où vivent côte à côte des familles d'origines différentes, à la bonne entente et à la cohabitation fraternelle d'antan se substitue progressivement un climat de méfiance ? Dans combien de cours, on se regarde en chiens de faïence, on cache ses opinions devant un voisin d'une autre ethnie ? De combien de villages parvient la nouvelle dramatique d'affrontements violents faisant des morts et des blessés ?

Le recul formel de Gbagbo sur l'article 35 suffira peut-être pour détendre ses relations avec Paris et avec les chefs d'Etat africains qui se sont alignés comme un seul homme derrière le gouvernement français, cautionnant jusqu'à la fusillade contre les manifestants d'Abidjan. Mais qu'est-ce que ce recul de Gbagbo changera pour les classes populaires si tant est même que la décision qu'il a fait voter par le Parlement ne soit pas annulée par un référendum ? En quoi cela mettra-t-il fin aux violences ethnistes ? Les milices pro-Gbagbo continuent à sévir. On les croise souvent, surtout la nuit, en tenue militaire ou pas, agissant seules ou à côté des forces de répression officielles. Elles font des barrages, fouillent les véhicules, contrôlent les passagers et même les piétons. Malheur à celui ou celle qui n'a pas de pièce d'identité ou une incomplète, surtout s'il est originaire du Nord ou du Burkina ! Au meilleur des cas, la victime se fait sortir de son gbaka et elle est quitte en payant avant d'être relâchée. Mais quand on n'a rien, on est bon pour le tabassage.

Si c'est contre les Burkinabés, les Maliens ou ceux originaires du Nord que ces miliciens se déchaînent, en fait, quelle que soit leur ethnie, les pauvres en sont tous victimes, les milices pro-Gbagbo ajoutant leurs propres contrôles et rackets à ceux, déjà nombreux, des gendarmes et des policiers.

Des informations sporadiques font cependant état de résistance. Dans tel quartier, les racketteurs sont tombés sur des jeunes qui se sont opposés au « Jeunes patriotes » en criant « au voleur ». Ils ont ameuté la population qui a chassé les miliciens. Si dans certains villages, des bandes organisées ont mené la chasse aux Burkinabés, dans d'autres, où vivent des gens de toutes origines, les villageois se sont opposés à certains jeunes excités en affirmant qu'ils ne le laisseront pas faire dans leur village ce qui se passe à Abidjan. Dans bien des entreprises, les travailleurs de différentes ethnies continuent à travailler ensemble, sans se laisser emporter par les démagogues opposés, véhiculés par les cliques de politiciens et par leurs journaux.

Tout cela montre que le poison distillé d'en haut n'a pas détruit tout sentiment de solidarité dans les classes populaires. Ceux qui ont réagi avec succès, aux exactions des milices ethnistes montrent la voie à suivre.

Lorsque les habitants d'une cour se serrent les coudes et ne se laissent pas faire, ils découragent les agissements des voyous qui se proclament « Jeunes patriotes ». Car ceux-ci sont des lâches qui ne sont forts que lorsqu'ils tombent sur des victimes isolées ou en position d'infériorité. Il faut que la réaction soit solidaire par-delà les origines ethniques et que les voyous se heurtent au refus et à la réprobation de tous. C'est la meilleure façon de sauvegarder ou de retrouver les relations fraternelles dans une même cour, une même rue, un même quartier populaire.

S'opposer à la propagation de la haine ethniste entre nous est une question de vie ou de mort simplement pour ne pas avoir en permanence la peur au ventre dans la rue, sur le marché, en se rendant au travail, et même dans sa cour ; simplement pour pouvoir maintenir avec d'autres travailleurs, d'autres pauvres que l'on côtoie, des relations humaines normales.

Mais elle est aussi indispensable pour nous défendre sur d'autres terrains que celui de la violence ethniste. Car la situation des travailleurs va de mal en pis. Depuis les événements de novembre, nombre d'entreprises n'ont pas rouvert ou ont réduit leurs effectifs. Bien des patrons, grands et petits, français, libanais, voire ivoiriens, qui ont prospéré dans le climat affairiste d'une Côte-d'Ivoire considérée comme calme, déménagent leurs entreprises sous d'autres cieux. D'autres prennent l'insécurité comme prétexte pour se débarrasser d'affaires qui ne les intéressent plus pour de tout autres raisons. Le chômage s'étend, aggravant encore la misère. Nombre de travailleurs sont obligés de renvoyer leur famille au village en attendant que les choses s'améliorent. Quand on connaît la grande misère dans les villages, on sait que ce ne peut être qu'une solution provisoire. Se multiplient, aussi, les cas de travailleurs délogés par leurs propriétaires pour ne pas avoir payé leur loyer.

Nous, travailleurs, quelle que soit notre origine, nous vivons la même misère, la même exploitation. Nous avons tous du mal à joindre les deux bouts, à éduquer nos enfants, à les soigner et à les nourrir. Ceux qui s'engraissent de notre labeur n'ont pas une ethnie particulière. Ils peuvent être noirs, blancs, jaunes ou métis, leurs villas sont côte à côte dans les quartiers chics. Ce qui les unit, c'est le fait qu'ils s'enrichissent de notre travail. Nous n'avons pas à nous laisser embrigader ni par Gbagbo ni par Ouattara ou par les « Forces nouvelles ». Nous n'avons pas à épouser leurs rivalités pour le pouvoir. Ni l'un ni l'autre ne se battent pour améliorer le sort des travailleurs, des chômeurs, des petits marchands et des petits paysans qui constituent l'écrasante majorité des classes populaires. L'un est au pouvoir en tant que Président, l'autre y a été en tant que Premier ministre. L'un comme l'autre gouvernement ou ont gouverné en favorisant l'enrichissement d'une minorité –à commencer par le leur propre et celui de leurs famille et proches-, quitte à ce que la majorité de la population crève de misère.

Pour défendre nos intérêts d'exploités, pour avoir de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail, des logements décents et des écoles dignes de ce nom pour nos enfants, il nous faut unir nos forces. Nous sommes tous des êtres humains et nous avons besoins que nos vies et celles de nos familles soient respectées. C'est sur ces aspirations qui sont communes à notre classe sociale que nous devons nous appuyer pour affirmer notre solidarité afin d'être en situation d'imposer nos exigences vitales à la classe bourgeoise, à ceux qui pillent le pays et nous exploitent, de quelque origine nationale ou ethnique qu'ils soient !

<p style="text-align: center;">UN RAPPORT DE L'ONU RAPPELLE QUELQUES MASSACRES COMMIS DANS CE PAYS ENTRE SEPTEMBRE 2002 ET OCTOBRE 2004</p>

On apprend par la presse que l'ONU a en sa possession un document "confidentiel" d'une centaine de pages établi par une commission d'enquête dépêchée en Côte d'Ivoire au courant de l'année dernière pour faire la lumière sur les massacres perpétrés dans ce pays entre le 19 septembre 2002 et le 15 octobre 2004. Ce rapport, de toute façon secret, ne nous apprend pas grand chose de nouveau. Mais il a au moins le mérite d'exister et de rappeler à ceux qui ne le connaissent pas les violences qui ont eu lieu un peu partout dans ce pays.

Cette commission composée de cinq personnalités africaines et européennes a interrogé des témoins, a visité des lieux où se sont déroulés les massacres et auraient découvert de nouveaux charniers, jusque là connus que par un petit nombre, dans plusieurs localités (Vavoua, Bouaké, Korhogo, Yamoussoukro...). Elle cite quelques massacres. Ainsi par exemple autour du 5 décembre 2002 dans la région de Monoko-Zohi "120 travailleurs immigrés en service dans les plantations de café et de cacao" auraient été exécutés par les militaires ivoiriens. Il y avait parmi eux des ressortissants burkinabés, maliens, guinéens, nigériens "mais aussi d'ivoiriens originaires d'autres régions". Autres exemples, dans la nuit du 6 au 7 mars 2003, "des mercenaires libériens" au service du régime de Gbagbo ont massacré "environ 200 personnes à Bangolo, dans les quartiers habités par des Dioulas". A Korhogo, le 20 et 21 juin 2004, suite à l'affrontement entre les partisans de Soro et du

sergent Ibrahim Koulibaly, trois charniers ont été découverts. Seuls 99 cadavres ont pu être "individualisés" mais on parle de 231 morts voire 500 selon certaines sources. Une soixantaine de personnes détenues sont mortes "par suffocation dans un conteneur placé au soleil". Ce rapport mentionne l'usage de la torture, des violences sexuelles tant du côté des forces gouvernementales que de celui des rebelles.

Après avoir récolté les témoignages, la commission d'enquête est, semble-t-il, en possession d'une liste de 200 personnes impliquées dans des actes de barbarie. Ces personnes dont les noms ne sont pas mentionnés pourraient, si l'ONU le décide, "être frappées de sanction". Mais la sanction dont il est vaguement question est sans commune mesure avec l'atrocité des actes commis. Il n'est même pas question de les mettre en prison ou hors d'état de nuire mais simplement de limiter leurs déplacements hors du territoire ivoirien et éventuellement de geler leurs avoirs bancaires. Ce n'est certainement pas ça qui les empêchera de nouveau de sévir.

Combien y a-t-il eu de morts entre le 19 septembre 2002 et le 15 octobre 2004 ? On ne le saura peut-être jamais sans compter ceux qui sont morts après cette date. Ce qui est sûr c'est qu'il y a eu des actes de barbarie de chaque côté et la question n'est pas de savoir qui a tué le plus. En tout cas on se souvient des déclarations de Guillaume Soro qui disait avec aplomb qu'on ne verra jamais

des charniers dans la zone sous son contrôle car il ne pratiquait pas de massacre contre les populations civiles. Eh bien non seulement c'est un menteur mais en plus doublé d'un assassin! Car en matière de barbarie il n'a rien de différent avec ceux qui dirigent actuellement le pouvoir. Il a lui aussi les mains pleines de sang.

Voilà pourquoi les travailleurs devraient se méfier comme de la peste

de tous ces politiciens assoiffés de pouvoir même si demain ils changeaient de langage en fonction des rapports de forces et des considérations tactiques du moment. Demain ils auront peut-être les mots "paix et réconciliation" à la bouche mais ils n'en demeureront pas moins des ennemis irréconciliables des travailleurs et des populations laborieuses qui ont souffert et qui continuent de souffrir de leur mépris de la vie des petites gens.

**RÉCONCILIÉS OU PAS PAR THABO MBÉKI,
LES CRIMINELS RESTERONT DES CRIMINELS**

La principale question qui intéresse l'ensemble de la presse abidjanaise en ce début d'année où le gouvernement effectue sa "retrêve" c'est de savoir si, oui ou non, les ministres issus des Forces Nouvelles vont siéger aux prochains conseils de ministres autour de Gbagbo. Les vas-et-viens effectués par le président sud-africain Thabo Mbeki en tant que "médiateur" avaient laissé croire un moment que Gbagbo et les partisans de Soro allaient de nouveau se retrouver autour de la même table après avoir chacun lâché un peu de lest ne serait-ce qu'en parole ou en actes symboliques. Ainsi Gbagbo a fait modifier la constitution par le parlement où le FPI est majoritaire, en retirant "l'article 35" relatif aux conditions d'éligibilité à l'élection présidentielle qui avaient permis d'écarter Allassane Ouattara du dernier scrutin présidentiel. Mais à peine la constitution modifiée par le parlement, Gbagbo revenait à la charge en annonçant que de toute façon, il demandera un référendum sur ce sujet. Cela a été ressenti par les dirigeants des Forces Nouvelles comme

une provocation. Le dernier croc-en-jambe de Gbagbo à l'encontre des partisans de Soro c'est le limogeage, le 5 janvier dernier, du directeur de la RTI (nommé par Soro) et son remplacement par un membre du FPI. Autant dire que la nouvelle "réconciliation" que veut patronner Thabo Mbeki n'est probablement pas pour tout de suite.

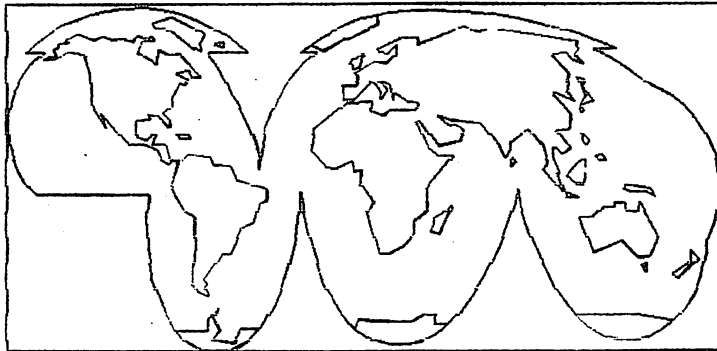
Mais à supposer que les uns et les autres finissent par trouver quelques arrangements à l'amiable et se mettent à siéger autour de la même table de conseil de ministres, combien de temps cela durera et surtout qu'est-ce qui changera pour les travailleurs et pour l'ensemble de la population? Est-ce que cela signifierait la fin de la guerre entre ces clans rivaux? Certainement pas car ce qui les oppose n'aura pas pour autant disparu. Ils ont déjà fait des scènes de réconciliation dans le passé pas si lointain. Cela n'avait rien changé à la situation dramatique que vit ce pays. Pendant qu'ils faisaient mine de se faire des salamalecs chacun fourbissait ses armes pour les sortir à la première occasion venue. Ce qui fait qu'ils

n'arrivent pas à s'entendre ce n'est pas qu'ils sont trop différents les uns par rapport aux autres mais au contraire, c'est par ce qu'ils se ressemblent trop. Les uns comme les autres sont habités par les mêmes ambitions : celles de diriger le pays et mettre la main sur les caisses de l'Etat pour s'enrichir et pour caser leurs propres partisans aux postes les plus lucratifs. Du sort de la population laborieuse ils s'en moquent éperdument. Ils ont déjà montré ce dont ils sont capables en entraînant les populations dans des guerres fratricides. Et ils sont toujours prêts à aggraver

encore plus les conflits ethniques si leurs ambitions l'exigent.

Voilà pourquoi les travailleurs n'ont aucune illusion à se faire sur la médiation de Thabo Mbeki. Ce sont des assassins. Qu'ils se "réconcilient" ou pas, ils resteront des assassins. Ils ont assez de sang sur leurs mains pour qu'ils ne méritent même pas une seconde de confiance de la part des travailleurs et de leur familles qui souffrent de la misère, des bas salaires, des rackets et qui ont payé de leur sang les ambitions criminelles de ces dirigeants!

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LES MILICES SONT LOIN D'AVOIR DISPARU MÊME APRES CE SEMBLANT D'ACCALMIE

Après les événements de novembre 2004 passé, la menace des milices commence à devenir un cas réel dans les villes sous contrôle gouvernemental. Ces bandes armées, même si elles n'affichent pas les armes ouvertement, sont composée de jeunes aux cranes rasés, portant des treillis usés ou simplement des tee-shirt à l'effigie du "GPP" (groupement patriotique pour la paix) créé et dirigé en son temps par les Charles Groguhet, Touré Zéguen et autre Eugène Djué.

C'est pendant les soulèvements du 6 au 9 novembre dernier que les dirigeants du parti au pouvoir avaient appelé à la protection des points "stratégiques" comme les antennes émettrices d'Abobo, la maison de la radio au Plateau et la maison de la télévision à Cocody etc. Après que le calme soit revenu dans le pays, malgré l'appel lancé par les responsables de ces différents groupes de milices, ces derniers continuent toujours d'occuper ces endroits. Ils profitent de cette présence pour racketter des pauvres gens comme c'est le cas de ceux qui surveillent le centre émetteur d'Abobo.

Ils font des barrages les nuits, fouillent les taxis et contrôlent les passagers. Quant aux passagers et aux marcheurs, malheur à celui qui n'a pas de pièces d'identité ou qui les a, mais incomplètes. Et dans le pire des cas si tu es du nord ou étranger, ils te font descendre et te maintiennent-là jusqu'à ce que tu leur donnes une certaine somme. Parfois eux-mêmes te fouillent et vident tes poches. Ils font cela, souvent au vu et au su des forces de l'ordre avec lesquelles ils font la surveillance des lieux.

De temps en temps nous avons les échos de ce qu'ils font dans les villes de l'intérieur comme le cas de Bouaflé où ils se substituent aux forces de l'ordre dans tous les domaines, bien sûr dans le contrôle des pièces d'identité mais aussi dans le racket.

Aujourd'hui, si ces miliciens se contentent pour le moment de simples rackets, on peut imaginer ce dont ils sont capables de faire demain. C'est comme cela que ça a débuté dans les pays comme le Rwanda, la Sierra-Léone ou au Libéria voisin où ces bandes armées ont terminé par le massacre de la population civile.

L E U R S O C I E T E

ATTAQUE DU VILLAGE DE SIEGOUEKOU: CONSÉQUENCES ATROCES DE LA HAÏNE ETHNIQUE PROPAGÉE DEPUIS DES ANNÉES!

Dans la nuit du 24 au 25 décembre, un petit village de Ouragahio, région natale du président Gbagbo, a été victime d'une attaque. Des hommes armés de fusils, de machettes, de gourdins et de couteaux ont fait plus d'une dizaine de morts et plusieurs blessés graves.

C'est suite à ces événements que Simone Gbagbo s'est rendue dans cette région. Pendant cette visite, elle n'a pas manqué de s'illustrer encore par ses propos xénophobes. "Nous n'avons pas accueilli les étrangers pour qu'ils nous tuent", voilà ce qu'elle disait entre autres.

Cette dame et toute sa clique ont fait de la haine ethnique et de la xénophobie, leur fond de commerce. Ils savent bien que c'est de cette politique criminelle que l'attaque du village prend sa source. Mais ils continuent de la mener.

Pour mieux comprendre cette attaque, il faut remonter aux premières heures des événements du 19

septembre 2002. Dans la chaleur des événements, les dirigeants au pouvoir avaient indexé les ressortissants des pays voisins comme étant à la base de la rébellion. Ces derniers étaient donc pris à partie. C'est ainsi qu'on a assisté à leur expropriation dans certaines parties du pays. Dans la région natale du président, les paysans non autochtones ont été chassés de leurs plantations et remplacés par des villageois. Il faut noter que pour chasser les paysans et les obliger à laisser tous les fruits des labeurs de plusieurs années, les villageois ont procédé par des exactions et par la terreur. Des familles entières ont été souvent décimés. En représailles et aussi par vengeance, des paysans expropriés se retrouvent et font des expéditions punitives contre des villages locaux.

Ce sont donc des règlements de compte nés de la politique abjecte des politiciens bourgeois qui endeuillent cette partie du pays, mais qui est aussi cause de la lente agonie de tout le pays!

LA DÉMONÉTISATION : DES AFFAIRES EN OR POUR LES MAGOUILLEURS!

L'opération de démonétisation entreprise par la BCEAO depuis le 15 septembre 2004 a pris fin le 31 décembre 2004. Cette opération faite

dans la précipitation a créé d'énormes problèmes au sein de la population. D'abord, la BCEAO a fait payer à la population les nombreux hold-up

L E U R S O C I E T E

perpétrées dans les zones occupées. La population qui n'en a pas été la complice a dû payer pour l'incapacité de la BCEAO à protéger ses réserves d'argent. Tous les billets portant certains numéros étaient confisqués à celui qui les amenait sans aucune compensation.

Ensuite s'est posé le problème du remplacement des billets de 500 fcfa par des pièces. Des pièces fabriquées en nombre très très insuffisant. Pour 14 milliards de billets de 500 fcfa qui étaient en circulation, c'est seulement 3 milliards de pièces qui ont été fabriqués. Vers la fin du mois de décembre, les pièces étant rares alors qu'il fallait échanger ses billets, c'est à de véritables réseaux de marchés noirs que nous avons assisté. Pour 500 fcfa échangés, on vous donnait soit 400fcfa

pour les plus chanceux, sinon c'était 300 fcfa voire 250 fcfa carrément. Les abords des institutions bancaires étaient le lieu de ces "échangeurs". Un tel "commerce" ne pouvait se faire qu'avec la complicité des agents de la BCEAO.

La grande perdante a donc été la population. Beaucoup de personnes n'arrivaient même plus à faire des achats parce que le commerçant n'a simplement pas de monnaie. Aujourd'hui les journaux annoncent qu'il y aura des distributions de pièces de 500 fcfa et 200 fcfa dans les mairies. C'est encore un autre problème puisque rien ne va empêcher les agents de la mairie d'en faire un autre commerce en vendant la monnaie ou en servant les gens par affinité!

AFFRONTEMENT ÉVITÉ DE JUSTESSE ENTRE POLICIERS ET GENDARMES

C'était le 5 janvier dernier sur la voie principale d'Abobo, il a failli avoir une bagarre rangée entre policiers et gendarmes suite à un contrôle de routine. Il paraît que des gendarmes en civil au volant d'une voiture auraient refusé d'obtempérer lorsque les policiers qui étaient à un barrage leur ont demandé de s'arrêter. Cela fait plusieurs fois déjà que de tels accrochages se produisent.

La gendarmerie et la police sont deux corps d'armée entre lesquelles la rivalité existe. D'abord les gendarmes de

par leur formation se croient supérieurs aux policiers. Mais surtout, c'est que les gendarmes chargés principalement des barrages à l'entrée et à la sortie des villes, se sont retrouvés à faire des contrôles en ville. Ils sont devenus de véritables concurrents des policiers dans le racket. A un barrage de policiers succède celui de gendarmes. Quant on sait les énormes sommes ramassées sur les routes, on comprend les rancoeurs des policiers.

Entre racketteurs, on se mène la vie dure!

L E U R S O C I E T E

VIOLENCES CONJUGALES : UN REFLET HIDEUX DE LA SOCIÉTÉ INÉGALITAIRE

A Marccry, il y a un homme qui est connu pour avoir l'habitude de battre sa femme et ses enfants. La dernière fois, c'était son fils qu'il battait. Il lui avait percé la tête, mais malgré tout il continuait à s'acharner sur lui. Un passant excédé lui a réglé son compte en le frappant copieusement. Tout le quartier était bien content de sa correction.

Mais c'est un exemple parmi tant d'autres. Ils sont nombreux, ces hommes qui sont de vrais bourreaux pour leurs femmes et quelquefois leurs enfants. Les violences conjugales sont nombreuses et rares sont les femmes qui osent en parler. La société elle-même trouve normal qu'une femme soit battue et souvent on n'estime pas que ce soit une cause suffisante de divorce.

Dans certaines communautés, l'homme a carrément le droit de vie ou de mort sur sa femme, sa soeur, sa mère. Il peut la tuer ou la défigurer sans être inquiété.

La femme est un être à part entière. Elle est pour sa famille un pilier important et mérite respect et considération. Un homme qui bat sa femme n'est pas loin d'un animal.

Nous devons dire non aux violences domestiques! Et partout où elles se rencontrent dans nos rangs, ne pas croire que c'est la cuisine intérieure de chacun. Mais la véritable cause de l'oppression de la femme réside dans la société capitaliste profondément inégalitaire! Son renversement sera déjà un très grand pas vers la vraie émancipation des femmes!

DES PATRONS RACKETEURS

La zone industrielle de Vridi, située dans la zone portuaire s'éteint lentement. Les nombreuses usines qui s'y trouvent, si elles ne sont pas carrément fermées, tournent au ralenti. Les congés techniques, les licenciements sont monnaies courantes comme dans toutes les autres boîtes du pays actuellement. Il en est aussi de

même pour le port dont le trafic a considérablement baissé.

Cette situation met la pression sur les quelques travailleurs qui gardent encore leurs boulots. Cette pression est telle qu'à l'occasion des fêtes de fin d'année, les travailleurs de certaines entreprises (Saga, Maersk) se sont

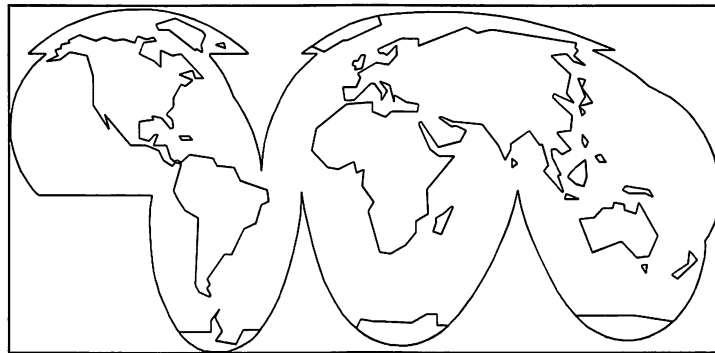
L E U R S O C I E T E

cotisés pour faire "bonne année" à leurs patrons. Les travailleurs croient ainsi pouvoir s'attacher les bonnes grâces de leurs patrons.

Ce qui est révoltant dans cette histoire, c'est que ces patrons n'ont aucun scrupules à dépouiller des

travailleurs très mal payés et vivant déjà très difficilement. Au contraire, ils profitent de cette situation, sachant pertinemment qu'ils ne se gêneront aucunement pour se débarrasser des travailleurs pour sauver leurs postes ou pour sauvegarder les dividendes des grands patrons.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

DIFFICILE FÊTE DE FIN D'ANNÉE POUR LES TRAVAILLEURS.

Les différentes fêtes de fin d'année, de cette année ont été à l'image de la misère qui frappe à la porte de la majorité des familles de travailleurs et de gens pauvres. Dans les quartiers populaires, bon nombre d'enfants se sont contentés, dans le meilleur des cas, de leurs jouets des années précédentes. La misère est telle qu' à derrière-les-rails, un sous-quartier d'Abobo, une femme qui vendait des objets en plastiques, en forme de lézard mal formé, destinés à allumer le charbon de bois pour les ménages, fut assailli par les parents qui en achetaient pour l'offrir

à leurs enfants comme cadeaux. Quant aux habits neufs pour la fête, c'était une autre paire de manche.

D'autres familles ont d'ailleurs fait les frais de la misère des uns quand elles se sont vues voler leur poulet de la fête. Toutes ces choses là, il y a quelques années, étaient choses rares. Si la situation reste ainsi, pour les années à venir, les familles des travailleurs ne connaîtront plus les fêtes de fin d'année et ce sera dommage car c'est le seul moment qu'ils ont pour égayer leurs enfants.

AGGRAVATION DU CHÔMAGE, DE LA MISÈRE ET DE L'EXPLOITATION POUR LES TRAVAILLEURS

La facture laissée par les événements de novembre est très salée pour des dizaines de milliers de travailleurs. Si aujourd'hui nous ne pouvons pas dire avec exactitude, le nombre de chômeurs créés par ces pillages, en imaginant qu'un travailleurs licencié est égal à trois familles sans revenu, nous voyons bien l'ampleur de la chose. Aujourd'hui, avec le prolongement de la crise, plusieurs autres sociétés trouvent comme solution, le transfert de leurs entreprises en destination des pays un peu stable de la sous région. On cite les pays comme le Sénégal ou la République

Centrafricaine où ces entreprises veulent s'installer. Si les choses n'évoluent pas dans le bon sens, le nombre des gens au chômage passera du simple double. Et ce sera à la longue, de la misère généralisée.

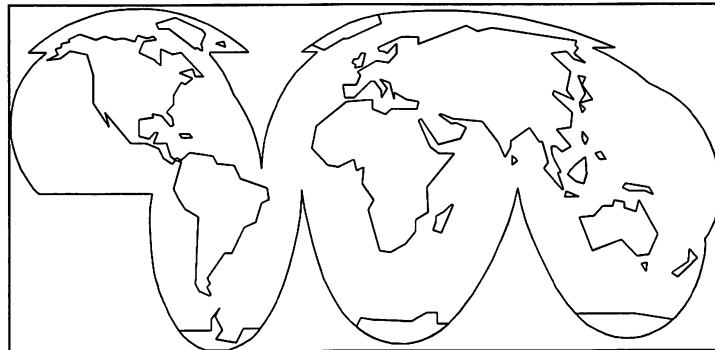
Le patronat ivoirien veut en profiter largement. Même si c'est vrai qu'un bon nombre d'entreprises ont subi des dégâts matériels, dans l'ensemble il fait de la surenchère. Les entreprises touchées même légèrement veulent toutes, un dédommagement à cent pour cent. Non seulement elles font tout pour ne rien verser aux travailleurs qui ont perdu leur emploi, mais celles qui sont

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

en activité font tout pour diminuer leur personnel tout en augmentant la cadence pour ceux qui sont restés. Ce qui leur permet de réaliser la même production et donc, les mêmes bénéfices qu'avant.

C'est en plus de cela qu'on voit déjà les cadeaux de l'Etat en leur direction. Pour paraît-il les aider à rester ou à revenir, l'Etat leur a concédé l'allègement de toutes les charges fiscales, l'exonération de toutes les taxes, comme la TVA et autres. Et en plus des cadeaux fiscaux, il doit leur verser de l'argent en liquide.

Quant à la situation déjà difficile aujourd'hui pour les travailleurs et qui risque de s'empirer pour la période à venir, ni le pouvoir en place ni les partis d'opposition n'en ont cure. Ce qui les préoccupe, c'est le pouvoir quelque soit la manière d'y parvenir ou de s'y maintenir. Aucun d'entre eux ne pose des gestes allant dans le sens de l'apaisement de la situation parce que demain, quand les choses vont dégénérer, ils auront les moyens et le temps de prendre le large, laissant à la population pauvre la facture des pots cassés.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**UNISSONS-NOUS !**

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.